



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

**Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques**

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/878

A R R E T E

**N° 2013283-0002 du 10 octobre 2013 portant
mise en demeure à la société RHODIA OPERATIONS de
respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2008-226-9 du
13 août 2008 réglementant son site de CHALAMPE**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre I, titre VII du code de l'environnement et notamment son article L171-8,
- VU** le décret du 31 janvier 2013, paru au J.O. du 1^{er} février 2013, portant nomination de M. Vincent BOUVIER, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 18 février 2013,
- VU** le décret du 8 décembre 2011, paru au J.O. du 9 décembre 2011, portant nomination de M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 9 janvier 2012,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013049-0001 du 18 février 2013 portant délégation de signature à M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2008-226-9 du 13 août 2008 portant au titre du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, prescriptions complémentaires à la société RHODIA Opérations pour son site d'Ottmarsheim – Chalampé,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013031-0001 du 31 janvier 2013, portant mise en demeure à la société RHODIA Opérations de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2008-226-9 du 13 août 2008 réglementant son site de Chalampé,
- VU** les lettres des 10 avril et 16 juillet 2013 de l'exploitant,
- VU** le rapport du 12 septembre 2013 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que la société RHODIA Opérations exploite sur la plate-forme chimique de Chalampé des installations soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement encadrée notamment par l'arrêté préfectoral du 13 août 2008 susvisé,

CONSIDÉRANT que les résultats de l'auto surveillance des rejets aqueux pour les mois d'octobre 2011, mai 2012 et juin 2012, ont montré que les effluents de la société RHODIA Opérations présentaient des dépassements pour le paramètre température au point de rejet Nord 2,

CONSIDÉRANT que l'exploitant souhaite pouvoir apporter des éléments techniques permettant de modifier les limites de rejets en température dans le Rhin sur une courte période, et ainsi répondre favorablement à la mise en demeure dressée à son encontre le 31 janvier 2013, mais que ces éléments ne pourront pas être rassemblés avant le 31 décembre 2013,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013031-0001 du 31 janvier 2013 susvisé sont abrogées.

Article 2 :

La société RHODIA Opérations désignée "exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 40 rue de la Haie-coq – 93306 AUBERVILLIERS Cedex, est mise en demeure de se conformer, dans le délai imparti à l'article suivant, aux dispositions reprises dans l'article suivant du présent arrêté pour son site implanté sur la plate-forme chimique de Chalampé à Ottmarsheim.

Article 3 :

Pour le 31 décembre 2013 et conformément à l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral n°2008-226-9 du 13 août 2008 susvisé :

« Les effluents rejetés doivent être exempts :[...] »

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température : < 30°C [...] »

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 5 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société RHODIA Opérations.

Article 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de MULHOUSE et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 10/10/2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé

Xavier BARROIS

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.